

## TROIS QUESTIONS À...

**Dr Yves Ekoué Amaïzo**

directeur de Afrocentricity Think Tank, consultant international et auteur

**De nombreux Africains critiquent avec sévérité la politique africaine de la France. Pourquoi ne font-ils pas leur autocritique ?**

Quelle que soit la couleur politique de l'exécutif français, la politique africaine de la France des cinq dernières décennies brille par une absence de lisibilité, sauf à posteriori.

Autrement dit, personne ne croit plus que l'aide publique au développement (APD) de la France ne soit pas d'abord un accompagnement pour les exportations françaises; ensuite un soutien au rayonnement de la France dans le monde; et enfin accessoirement un soutien à la réduction de la pauvreté et parfois au développement des pays africains.

Allez expliquer pourquoi l'APD de la France en 2010 s'élevait à 180 millions \$ pour le Togo, alors qu'elle était de 48,8 millions \$ pour un Bénin plus démocratique ?

Dans l'espace francophone, l'aide fongible dans le budget des États africains a augmenté la dépendance économique, empêché les alternances politiques saines par le maintien de dinosaures politiques adeptes d'une démocratie basée sur des scrutins discutables. Alors, il faut distinguer entre trois discours africains souvent contradictoires. Celui des élites au pouvoir qui souhaitent maintenir le statu quo. Celui des populations africaines, y compris la diaspora, qui voient là une nouvelle forme de domination économique et donc le maintien du statu quo. Enfin, celui des faiseurs d'opinions « politiquement corrects » qui n'arrivent plus à faire le lien entre le « discours » et la « réalité » sur le terrain des actions engagées par la France ou de leurs conséquences.

C'est ce qui explique les récriminations, et qui n'exclut nullement l'autocritique. Les Africains ne sont pas une catégorie en tant que telle. Il faut distinguer entre ceux qui dirigent avec leur système clientéliste et ceux qui sont invités ou forcés à une obligation de réserve, en France comme dans leur pays d'origine. L'autocritique existe dès lors que le jeu démocratique fonctionne dans les pays africains.

**L'arrivée de François Hollande, qui représente une nouvelle génération d'hommes politiques, va-t-elle permettre de changer de paradigme ?**

Oui, si la crise économique et l'endettement de la France trouvent un début de résolution pour les citoyens français à l'horizon 2014-2015. Le président de la République semble agir selon trois axes: d'abord le soutien et l'accompagnement d'égal à égal à tous pays réellement engagés dans le principe



de la vérité des urnes, et le respect de la Constitution comme fondement d'un nouveau contrat social entre les gouvernants et les peuples. Citons le Bénin, le Cap-Vert, le Niger, le Sénégal, le Maroc ou le Ghana... Ensuite une neutralité bienveillante pour les pays qui pratiquent une démocratie de façade mais demeurent des bastions de la françafrique sur le plan géopolitique ou géo-économique, notamment pour l'accès aux matières premières. Citons le Burkina Faso, le Congo, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Tchad... Enfin, une diplomatie de la distanciation moins visible avec un système de « carotte et de bâton » qui produit des résultats mitigés compte tenu de la résistance insoupçonnée de dirigeants politiques et économiques, africains comme français, à l'alternance politique dans ces pays. Citons le

Cameroun, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale, le Togo, etc.

Si la méthode de sortie de crise que préconise le chef de l'État pour la France tarde à donner des résultats, cette subtile diplomatie française en Afrique pourrait se transformer en une simple diplomatie de la préservation des « intérêts bien compris », d'autant que c'est le secteur privé français (les grandes sociétés) qui influence indirectement les décisions afro-françaises.

**Comment les Africains souhaitent-ils voir évoluer les relations France-Afrique ?**

La grande « communauté Françafrique » du général de Gaulle, dans les années 1960, continue avec la volonté non avouée des élites gouvernementales africaines et françaises de préserver l'ex-franc des Colonies françaises d'Afrique (CFA). Il est difficile d'entrevoir une rupture comme le souhaite une écrasante majorité des peuples africains.

Certains pays africains évolueront vers une relation « normale » avec la France dans le cadre de l'accompagnement de l'émergence économique fondée sur des échanges plus équilibrés. D'autres pays africains recevront « une prime » s'ils jouent la carte de l'alternance démocratique, l'avancée dans les libertés des droits humains et l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens africains. D'autres pays laissés-pour-compte pourraient verser dans la déstabilisation par les groupes terroristes de type narcotrafiquants parfois financés par des puissants pays du Moyen-Orient et des relais africains qui croient apporter une réponse à l'impossible alternance politique « normale » dans l'ex pré carré français.

PROPOS RECUEILLIS PAR H.B.Y.